
République tchèque : le Premier ministre veut réduire le coût de la présidence tournante du Conseil de l'UE

Description

Le quotidien local *Deník N* a lancé une rumeur le 27 mars 2019 selon laquelle le Premier ministre tchèque, Andrej Babiš, aurait suggéré à certains de ses ministres que le pays pourrait passer son tour et ne pas assurer la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, prévue au second semestre 2022.

Selon le journal, le chef du gouvernement tchèque aurait critiqué ces présidences tournantes qui n'équivalaient à rien de mieux qu'une perte d'argent et de temps (il s'agirait selon A. Babiš de « bavarder autour de sandwiches »), sans que le pays impliqué en tire le moindre bénéfice.

Le chef du gouvernement a immédiatement démenti sur Twitter l'allégation selon laquelle il aurait invité à renoncer à la présidence à venir. Il a précisé que cette responsabilité était importante pour le pays, mais a reconnu avoir dénoncé le coût financier de ces présidences qui mobilisent force fonctionnaires. Il s'agira donc plutôt de veiller à réduire les dépenses que la prochaine échéance entraînera.

La République tchèque a déjà assuré la présidence tournante du Conseil de l'UE en 2009, et le coût de l'opération avait été évalué à l'équivalent de 135 millions d'euros.

Sources : *Politico.eu, Deník N, Radio Praha, Prague Daily Monitor.*

date créée

29/03/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Pierre Smutek